



AUG 17 1981

UN/SA COLLECTION

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-sixième session
Points 22 et 34 de la liste préliminaire^x
LA SITUATION AU KAMPUCHEA
QUESTION DE LA PAIX, DE LA STABILITE ET
DE LA COOPERATION EN ASIE DU SUD-EST

CONSEIL DE SECURITE
Trente-sixième année

Lettre datée du 6 juillet 1981, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de la République démocratique populaire
lao auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur, sur instructions de mon gouvernement, de faire parvenir ci-joint, en versions française et anglaise, le texte de la déclaration des Ministres des affaires étrangères de la République démocratique populaire lao, de la République populaire du Kampuchea et de la République socialiste du Viet Nam au sujet de la soi-disant "solution globale pour le Kampuchea" de la Conférence de l'ASEAN à Manille.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer la présente lettre ainsi que la pièce jointe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 22 et 34 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire,

Représentant permanent auprès de
l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Vithaya SOURINHO

x A/36/50.

Annexe

D E C L A R A T I O N

DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA REPUBLIQUE
DEMOCRATIQUE POPULAIRE LAO, DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE
DU KAMPUCHEA ET DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIET NAM
AU SUJET DE LA SOI DISANT "SOLUTION GLOBALE POUR LE KAM-
PUCHEA" DE LA CONFERENCE DE L'ASEAN A MANILA.

Le 3 Juillet 1981, le Ministre des Affaires Etrangères
de la République Démocratique Populaire Lao PHOUNE SIPASEUTH,
l'Ambassadeur de la République Populaire du Kampuchea NAU SAMUN
mandaté par le Ministre HUN SEN, et l'Ambassadeur de la République
Socialiste du Viet Nam NGUYEN XUAN mandaté par le Ministre NGUYEN
CO THACH, se sont réunis à Vientiane et se sont mis d'accord sur
la Déclaration suivante :

"Le 18 Juin 1981, la Conférence des Ministres des Affaires
Etrangères des pays de l'ASEAN tenue à Manila a avancé une soi-
disant "Solution globale pour le Kampuchea" et un plan de pré-
paration pour une Conférence internationale sur le Kampuchea
selon la Résolution 35/6 des Nations Unies. Dans la conjoncture
actuelle où les impérialistes américains et les expansionnistes
de Pékin renforcent leur collusion pour accroître la tension en
Asie et dans le monde, cet agissement des pays de l'ASEAN est
significatif de leurs efforts conjugués dans le cadre d'une po-
litique accrue d'intervention contre la renaissance du peuple
kampuchéen, d'hostilité à l'égard des trois pays d'Indochine,
de sape contre la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est.

1. La position des pays de l'ASEAN sur le danger qui
pèse sur l'Asie du Sud-Est, comme mentionnée dans la déclara-
tion de la conférence de Manila, tourne manifestement le dos
à la vérité.

Il est notoire que le peuple Kampuchéen est en voie de
renaissance, que son pays jouit maintenant de la paix et de la
stabilité comme en témoignent les élections générales du 1er
Mai 1981. Les pays de l'ASEAN inventent des fables lorsqu'ils
prétendent qu'il y a escalade de guerre au Kampuchea, que le
Kampuchea en voie de renaissance et stable constitue "une
menace directe à la sécurité des pays de l'ASEAN, à la paix,
à la stabilité dans la région". La réalité est que la Chine

accroît sa menace à l'égard de l'indépendance, de la souveraineté et de la sécurité des pays d'Indochine, multiplie les provocations armées, perpétré des crimes aux frontières Viet Nam - Chine et Laos - Chine, ravitaille en armements les débris polpotistes et autre Khmers réactionnaires réfugiés sur le territoire thaïlandais, encourage ceux-ci dans leurs activités de sape contre la République Populaire du Kampuchea, enfin incite les réactionnaires maoïstes à fomenter des troubles et actes de subversion dans tous les pays de l'Asie du Sud-Est. C'est précisément là le danger réel pour la paix et la stabilité dans la région, danger que les pays de l'ASEAN veulent ostensiblement ignorer. Ces derniers tombent ainsi dans le piège tendu par Pékin qui s'évertue à semer division et hostilité entre les pays de l'Asie du Sud-Est, à créer dans la région une instabilité permanente profitable à ses visées expansionnistes et hégémoniques.

2. La République Démocratique Populaire Lao, la République Populaire du Kampuchea et la République Socialiste du Viet Nam tiennent à condamner vigoureusement la soi-disant " Solution politique globale pour le Kampuchea " avancée par la conférence de Manila. La République Populaire du Kampuchea est un pays indépendant et souverain. Le Conseil des Ministres qui remplace le Conseil Populaire Révolutionnaire et qui a été élu par l'Assemblée Nationale du Kampuchea à l'issue des récentes élections générales, est l'unique représentant authentique et légal du peuple Kampuchéen. En s'arrogeant le droit d'avancer une "solution politique" pour le Kampuchea, les pays de l'ASEAN portent grossièrement atteinte à la charte des Nations Unies et au droit des peuples à l'autodétermination.

Les trois pays d'Indochine fustigent sévèrement toute tentative de rassembler les Khmers réactionnaires de tout acabit stipendiés aux impérialistes et à la réaction internationale pour passer une nouvelle couche de vernis sur le hideux cadavre politique du "Kampuchea démocratique", réimposer celui-ci au peuple Kampuchéen, maintenir illégitimement son siège aux Nations Unies.

Les trois pays tiennent à réaffirmer que la présence des troupes vietnamiennes au Kampuchea résulte d'un accord intervenu entre la République Populaire du Kampuchea et la République Socialiste du Viet Nam, deux pays indépendants et souverains. Cette présence, motivée par une menace que fait peser la Chine en collusion avec les impérialistes et autres réactionnaires, n'est dirigée contre aucun pays tiers. Les pays de l'ASEAN ont eux-mêmes admis qu'il n'existe pas de menace d'agression contre

eux, d'où leur refus opposé à la proposition des trois pays d'Indochine sur la signature d'un Traité de non-agression, de non-intervention dans les affaires intérieures, sur la création d'une zone démilitarisée le long de la frontière Kampuchea - Thaïlande.

3. Les trois pays d'Indochine rejettent catégoriquement la soi-disant "Conférence internationale sur le Kampuchea". Cette conférence constitue une impudente atteinte à l'indépendance et à la souveraineté de la République Populaire du Kampuchea, un soutien accordé au groupe de génocide Pol Pot qui s'oppose à la renaissance et au développement du peuple kampuchéen, un soutien accordé à la politique d'agression et d'intervention des réactionnaires chinois à l'encontre des trois pays d'Indochine. Une telle Conférence internationale sur le Kampuchea sera une conférence à laquelle assistera une seule partie, à savoir les expansionnistes hégémoniques de Pékin de connivence avec les impérialistes américains et les pays de l'ASEAN, pour s'opposer à l'autre partie que sont les trois pays d'Indochine. Les trois pays d'Indochine stigmatisent l'illégale conférence internationale convoquée d'après la proposition des pays de l'ASEAN et de leurs alliés et déclarent leur net refus d'y participer.

Les propositions constructives et empreintes de bonne volonté des trois pays d'Indochine qui constituent la voie juste, logique et raisonnable pour régler les problèmes en suspens dans la région, ont bénéficié de l'approbation et du vigoureux soutien de l'opinion internationale, des peuples épris de paix et de justice en Asie du Sud-Est et dans le monde. Les trois pays d'Indochine souhaitent que les pays de l'ASEAN étudieront ces propositions et donneront une réponse positive dans l'intérêt de la paix et de la stabilité dans la région.

Toute tentative d'utiliser une conférence internationale pour exercer des pressions et imposer les vues d'une partie sur les pays d'Indochine, loin de régler le moindre problème, ne pourra qu'aggraver la situation. Agir de la sorte c'est non seulement acculer ses promoteurs eux-mêmes dans l'impasse aux prises avec des difficultés grandissantes, mais encore créer un dangereux précédent dans les relations internationales. Les activités conjuguées des pays de l'ASEAN, des Etats-Unis et de la Chine en soutien au groupe de génocide de Pol Pot, quelle que soit leur étiquette, ne sauraient se soustraire à la condamnation de l'opinion et à une défaite ignominieuse".